

● (1420)

LA COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

LE TRANSFERT DU CONTRÔLE DE LA SECTION DU YUKON AU GOUVERNEMENT TERRITORIAL

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, l'accord conclu il y a quelques jours en vue de transférer du gouvernement fédéral au gouvernement territorial le contrôle et la propriété des actifs de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon représente une étape importante vers l'exercice des pouvoirs et des responsabilités d'une province par le gouvernement du Yukon. Le gouvernement a évidemment conclu cet accord pour respecter une politique adoptée il y a longtemps par le parti conservateur du Canada.

Les autorités du Yukon ont mené les négociations de façon expéditive et efficace. Elles ont sagement décidé de confier la gestion des actifs au secteur privé.

On doit remercier le gouvernement fédéral pour la générosité avec laquelle il a annulé une grande partie de la dette accumulée de la section du Yukon de la Commission d'énergie du Nord canadien pour en assurer la rentabilité.

Il importe de conclure sans délai un arrangement semblable avec les Territoires du Nord-Ouest.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LE PROJET DE L'HYDRO-ONTARIO DE PRODUIRE DU TRITIUM

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, grâce à l'encouragement et à l'aide financière du gouvernement fédéral, Ontario-Hydro est actuellement en train d'aménager des installations de récupération du tritium des réacteurs nucléaires canadiens. Cette société prévoit de commercialiser ce produit à l'échelle internationale.

La plupart du tritium actuellement produit dans le monde aujourd'hui sert à fabriquer des bombes à hydrogène et à neutrons. Le gouvernement peut prétendre qu'il a l'intention de ne vendre du tritium qu'à des fins pacifiques, mais, en dehors du fait qu'il est presque impossible de vérifier ce qu'on fait finalement d'un produit nucléaire, les exportations canadiennes mettraient certainement sur le marché d'énormes quantités de tritium servant à la fabrication d'armes. Si le gouvernement donne le feu vert à l'Hydro-Ontario pour exporter du tritium vers les pays qui ont la capacité de fabriquer des armes nucléaires, le Canada sera alors coupable d'avoir multiplié par 20 la capacité de production d'armes nucléaires dans le monde.

La politique du gouvernement sur le tritium ôte tout poids à son engagement de contribuer à réduire l'armement. Le gouvernement devrait encourager la course aux armements. Le gouvernement devrait écouter la majorité des Canadiens qui sont hostiles à toute exportation nucléaire et abandonner ce projet de produire et d'exporter du tritium.

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES PÊCHES

LA POSITION DES HABITANTS DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON CONTRE LA FLOTTE DE PÊCHE DE FRANCE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et Océans. Nous avons appris aujourd'hui que la Commission économique de la colonie française de Saint-Pierre et Miquelon avait émis une ordonnance interdisant aux chalutiers-usines de France de décharger plus de 100 tonnes de filets de morue afin d'empêcher la flotte de France métropolitaine de faire de la surpêche dans les eaux du Golfe et interdisant aux bateaux plus gros de faire le plein de carburant. Vu les mesures prises par la population de Saint-Pierre et Miquelon, le gouvernement canadien est-il prêt à laisser ces bateaux français faire le plein dans les ports canadiens après avoir été repoussés par Saint-Pierre et Miquelon? Va-t-il protéger nos pêcheurs de la même façon que cette petite colonie protège les siens?

Des voix: Bravo!

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je suis au courant de la situation à laquelle se rapporte la question du chef de l'opposition. Bien sûr, le Canada n'ira pas s'ingérer entre la colonie française de Saint-Pierre et Miquelon et les bateaux de pêche français. Nous allons néanmoins étudier très soigneusement ce fait nouveau à la lumière des entretiens que j'aurai avec mes collègues du Conseil des ministres des Pêches des provinces de l'Atlantique, lorsque je les rencontrerai, la semaine prochaine. Notre gouvernement pourrait notamment continuer à faire en sorte que les pêcheurs canadiens et surtout ceux de Terre-Neuve et du Labrador profitent au maximum des ressources que nous considérons à nous.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, nous voyons une petite colonie française isolée faire preuve de plus de courage que le Canada, un pays souverain.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je voudrais savoir quelles mesures le gouvernement va prendre pour protéger nos pêcheurs contre les excès que la flotte de France métropolitaine commet avec la bénédiction du gouvernement?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je peux assurer au chef de l'opposition que le gouvernement dont il a fait partie ou qu'il a dirigé n'a aucune leçon à nous faire sur le plan du courage. Pour la première fois depuis des décennies, le gouvernement a imposé des amendes, a accepté et entrepris d'armer nos bateaux, a augmenté notre potentiel de surveillance et s'est même lancé à la poursuite de bateaux de pêche étrangers en haute mer pour défendre les droits des pêcheurs de l'Atlantique. Je peux assurer au député que, dans ce cas, nous en ferons autant si c'est nécessaire.